

La 27e Conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique commence à Charm-el-Cheikh, en Égypte. Elle est sponsorisée massivement par des multinationales (qui mettent la planète à sac) et organisée par la dictature du général Sissi (qui emprisonne les activistes). La crédibilité de cette COP est nulle.

C'est une illusion totale de croire qu'elle pourrait prendre les décisions radicales qui s'imposent pour limiter sérieusement la catastrophe – pour ne pas parler de l'arrêter dans la justice sociale. En réalité, de COP en COP, la marche à l'abîme continue, et cette mécanique infernale continuera aussi longtemps qu'une convergence des révoltes ne fera pas trembler les possédants.

Comme les précédentes, la COP27 tourne autour de quatre défis : réduire les émissions de gaz à effet de serre (« mitigation »), s'adapter à la part désormais inévitable du réchauffement, financer les politiques nécessaires, le tout en respectant le principe des responsabilités communes mais différenciées, et des capacités différenciées. En clair : tant en termes de mitigation que d'adaptation et de financement, les riches et les pays riches, principaux responsables historiques de l'accumulation de CO₂ dans l'atmosphère, doivent assumer leurs responsabilités vis-à-vis des pauvres et des pays pauvres.

Sale temps pour le climat

En gros, au fil des COP annuelles, et en dépit des avertissements de plus en plus pressants des scientifiques, ces quatre défis n'ont été relevés qu'en paroles. Paris (COP21) et Glasgow (COP26) ont clarifié l'objectif sur papier (rester sous 1,5°C, ou limiter au maximum le dépassement, en restant « bien au-dessous de 2°C »), mais n'ont pas pris les mesures permettant de le concrétiser. Il faudrait un miracle pour qu'il en aille autrement à Charm-el-Cheikh.

Le sommet se déroule en effet dans un climat de concurrence intercapitaliste et de confrontation géostratégique croissantes. Les contradictions s'aiguisent à tous les niveaux : entre puissances, entre blocs de puissances, entre Nord et Sud, entre groupes. Depuis la fin de la pandémie, marquée par des phénomènes de désynchronisation économique, et plus encore depuis l'agression impérialiste russe contre l'Ukraine, les tensions sur l'approvisionnement énergétique ont des effets contradictoires : investissements accrus dans les renouvelables à long terme, et relance des fossiles – donc des émissions – et du nucléaire à court terme¹. Du coup, les profits explosent dans les secteurs du pétrole, du charbon, du gaz... et de l'armement. Loin de s'en désengager, la finance lance de nouveaux investissements qui renforcent les dépendances, les phénomènes de « verrouillage technologique » (« lock-in »)². les fuites de combustible... et la tendance aux conflits armés. Pas étonnant que les émissions de CO₂ dues à la combustion des combustibles fossiles et les émissions de méthane aient atteint des records en 2021³.

En même temps, les preuves s'accumulent qui montrent que la catastrophe ne peut plus être évitée : au Pakistan, au Niger, en Sibérie, en Europe, dans la Corne de l'Afrique, en Amérique centrale... partout, la violence croissante des phénomènes météorologiques

extrêmes, et le nombre croissant de victimes⁴, font écho au cri d'alarme particulièrement strident lancé par le sixième rapport du GIEC ; partout, les classes populaires sont frappées durement. Il faut agir, tout de suite, dans la justice sociale. Mais ce message a moins de chances que jamais d'être entendu. Au terme de débats plus difficiles que jamais, le meilleur résultat qu'on puisse attendre de cette COP est que les protagonistes - qui ont un intérêt commun à faire croire qu'ils maîtrisent la situation - se regrouperont en fin de compte pour la photo de famille, en jurant une fois de plus qu'ils ont fait « un pas en avant ». Personne ne pourra être dupe.

Mitigation : ambitions en berne

Au moment de la COP21 (Paris), les gouvernements n'ont pu que constater le fossé profond séparant leurs plans climat (ou « contributions nationales déterminées ») de l'objectif « rester bien au-dessous de 2°C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5°C » dans le respect des « responsabilités et capacités différenciées ». Il a donc été décidé de réviser les plans climat tous les cinq ans, afin de « rehausser les ambitions » à tous les niveaux (mitigation, adaptation, financement). La COP26 (Glasgow) a échoué dans cette tâche. Comme la révision suivante serait intervenue trop tard par rapport à l'échéance cruciale de 2030 (45% de réduction des émissions globales pour rester sur la voie du 1,5°C maximum), les participant.e.s ont convenu que le volet « mitigation » des plans climat, qui est crucial, serait révisé tous les ans jusqu'à la fin de la décennie.

Chaque gouvernement devait donc, avant la COP27, communiquer aux Nations unies une version actualisée de ses objectifs en matière de mitigation. L'UNEP (Programme des Nations unies pour l'Environnement) en a fait une synthèse, à travers son bilan annuel sur le fossé entre ce qui est fait et ce qui devrait être fait. Le résultat est une insulte aux populations victimes des changements climatiques. En effet, ces engagements nouveaux représentent moins de 1% sur l'effort de 45% à faire d'ici 2030 ! Il s'agit de 0,7 Gt de réduction annoncées, grâce essentiellement au rattrapage par les « mauvais élèves » qui n'avaient pas « rehaussé leurs ambitions » avant Glasgow (l'Australie et le Brésil). D'ailleurs, cette année aussi il y a des « mauvais élèves »: la Turquie n'a pas soumis de nouveaux engagements, la Grande-Bretagne a soumis un engagement similaire au précédent, l'Inde et la Russie ont remis des objectifs impliquant... plus d'émissions que leurs engagements de 2021⁵ !

La quantité n'est pas le seul problème. Un groupe de scientifiques s'est penché sur la qualité des promesses de réduction et a constaté qu'une part disproportionnée découle de projets de plantations d'arbres et de restauration des sols. Au total, les plans gouvernementaux de ce genre mobiliseraient 1,2 milliard d'hectares (presque un dixième des terres immergées, déduction faite des zones couvertes de glace ou de rocs !). Cela générerait inévitablement des contradictions avec les exigences de la production alimentaire. La plus grande partie de cette surface (623 millions ha) serait consacrée à des monocultures d'arbres (très nuisibles à la biodiversité). L'impact réel de ces plantations sur les émissions et les absorptions de carbone est difficile à certifier et assez lent à se matérialiser (dans certains écosystèmes - les savanes par exemple - le GIEC note que cette technique peut même avoir un effet négatif sur l'absorption du CO₂). Mais planter des arbres est plus facile - et moins coûteux pour les secteurs concernés ! - que de réduire

l'usage des combustibles fossiles, de décarboner les systèmes alimentaires ou de mettre fin à la déforestation. D'autant que, dans de très nombreux cas, ces mécanismes de « compensation forestière des émissions » ne font l'objet ni d'une régulation sérieuse, ni d'un contrôle scientifique rigoureux⁶.

Le verdict de l'UNEP est clair: la « fenêtre des 1,5°C est en train de se fermer ». A cause de l'inaction des gouvernements, a commenté le secrétaire-général de l'ONU. La raison est pointée dans le rapport : « La plupart des acteurs financiers, en dépit des intentions affichées, ont déployé une action limitée du fait de leurs intérêts à court terme, d'objectifs opposés (« conflicting objectives ») et de l'absence de reconnaissance adéquate du risque climatique »⁷. En clair, ce qui est en cause est bien le fondement même du capitalisme : la course au profit entre groupes privés propriétaires des moyens de production. Du fait de cette logique absurde, non seulement le 1,5°C maximum est compromis, mais en plus l'objectif de rester sous 2°C de réchauffement risque d'être pulvérisé. Selon l'UNEP, en effet, les politiques actuelles et les promesses complémentaires (si elles sont tenues !) entraîneraient un réchauffement de 2,4 à 2,6°C au cours de ce siècle⁸.

L'adaptation, jusqu'où ?

Le réchauffement étant en partie inévitable, la question de l'adaptation se pose avec une acuité croissante. Les gouvernements capitalistes s'en saisissent d'autant plus volontiers qu'ils y voient la possibilité de nouveaux marchés dans les secteurs de la construction, des travaux publics, de l'aménagement du territoire, etc. Beaucoup oublie l'avertissement lancé très clairement par le GIEC : mitigation et adaptation sont les deux faces d'une même médaille ; plus le réchauffement augmente, plus les possibilités d'adaptation diminuent.

Il pourrait ne plus être possible déjà de s'adapter aux phénomènes les plus extrêmes, tels que les terribles inondations qui ont frappé le Pakistan cet été. Or, ces phénomènes sont le résultat d'un réchauffement de 1,1 à 1,2°C à peine par rapport à l'ère préindustrielle. Il faut donc le dire clairement : tout dérapage au-delà du 1,5°C augmente les dangers de ruine, de maladie et de mort pour les 50% les plus pauvres de la population mondiale, dont la responsabilité dans le changement climatique est insignifiante, qui manquent de l'essentiel, et qui, en vertu de la justice climatique, ont le droit de multiplier leurs émissions par trois pour satisfaire leurs besoins⁹. Quant à la perspective d'un réchauffement de 2,4 à 2,6°C, la banaliser reviendrait à s'accommoder d'un massacre de masse, un crime contre l'humanité et contre la Terre, d'une ampleur pire que toutes les horreurs génocidaires commises au 20e siècle.

Il est par conséquent très inquiétant d'entendre certaines rumeurs prêtant à certains gouvernements la tentation de remettre en question le +1,5°C, adopté à Glasgow. Les pays membres du G7 n'osent pas toucher à cet objectif. Lors de leur sommet des 26-28 juin, sous présidence allemande, ils ont réaffirmé leur volonté d'atteindre le net zéro en 2050, en passant par -45% d'émissions de CO2 en 2030. Mais certains pays du G20 (qui inclut aussi ceux du G7) sont moins clairs. La réunion de leurs ministres des finances, à Bali les 15 et 16 juillet 2022, a été incapable d'adopter une position nette. Surtout, lors de la réunion des ministres de l'Energie et de l'Environnement des pays membres du G20, en août, les représentants de la Chine et de l'Inde auraient poussé à mettre l'accent sur 2°C plutôt que

sur 1,5°C. Le représentant chinois aurait même déclaré que cet objectif est « scientifiquement plus réaliste »¹⁰.

Il est trop tôt pour tirer des conclusions d'informations aussi parcellaires, mais une chose est certaine : dans tous les pays – pas seulement les pays « émergents », il est hautement probable qu'un certain nombre de responsables politiques se disent *in petto* que le 1,5°C est irréalisable... et attendent hypocritement que l'insuffisance de leur politique en apporte la « preuve ». Au cours d'une interview récente, Greta Thunberg a rapporté une anecdote significative: « une des personnes 'les plus puissantes au monde', avec qui elle a longuement discuté en privé, lui a avoué : 'Si on avait su ce qu'impliquaient vraiment les accords de Paris, on ne les aurait jamais signés !' » (*Le Monde*, 14/10/2022).

Qui va payer ?

Le maintien de l'objectif « 1,5°C maximum » n'est possible que dans le cadre d'une politique qui respecte strictement le principe des « responsabilités et capacités différenciées ». Or, cet engagement, pris en 1992, ne se concrétise pas plus que les promesses de réduire les émissions. Les pays capitalistes développés freinent des quatre fers. La COP de Cancun (2010) avait décidé la création d'un Fonds vert pour le climat. Sa fonction était d'aider les pays du Sud à relever les défis climatiques, en termes de mitigation et d'adaptation. Les pays riches s'engageaient à y verser cent milliards de dollars par an à partir de 2020. Cette promesse n'a pas été tenue. A Glasgow, on a appris qu'il n'y avait que 80 milliards en caisse. La COP26 a donc décidé de mener un débat qui devrait aboutir en 2024 sur un nouvel objectif à partir de 2025. Entre-temps, il semble que les 100 milliards par an pourraient être atteints en 2023, mais en majorité sous forme de prêts, pas de dons. Or, le principe des « responsabilités différenciées » devrait impliquer des dons !

Un aspect encore plus important de la question du financement concerne les « pertes et préjudices ». Les pays les plus touchés par le changement climatique, et qui n'en sont pas responsables, exigent que les pays riches leur versent des compensations en cas de catastrophe. A Glasgow, les pays en développement (« G77 ») avaient demandé qu'un fonds spécifique soit créé à cette intention. Les Etats-Unis et l'Union européenne s'y sont fortement opposés ; ils ont tiré prétexte du manque de temps pour évacuer le problème. Après les catastrophes au Pakistan et au Niger – entre autres – la question reviendra en force à la COP27. Le Pakistan, qui préside le G77, estime la facture de la reconstruction à 35 milliards de dollars. Pour le moment, l'aide qu'il a reçue est inférieure à 8 milliards, et la plus grande partie est versée sous forme de prêts. Inacceptable, pour un pays dont la dette extérieure se monte déjà à 130 milliards de dollars. Combiné avec la hausse des prix énergétiques et alimentaires, le refus des pays riches de payer pour les « pertes et préjudices » risque d'accélérer la plongée des pays du Sud dans une nouvelle spirale de la dette. Architecte des accords de Paris et responsable de la Fondation Climat européenne, Laurence Tubiana a raison: « La légitimité de tout le processus climatique des Nations Unies sera mise en question » s'il n'y a pas d'avancée sur ce point à Charm-el-Cheikh¹¹.

Enfin, la COP26, avait fait grand cas de la mobilisation du secteur financier. Mark Carney, ex-gouverneur de la Banque d'Angleterre, avait annoncé triomphalement la création de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ). A l'en croire, les banquiers et fonds de

pension du monde entier trépignaient d'impatience à l'idée de mettre leur capital au service du climat. Cent trente milliards de dollars étaient déjà rassemblés. Un an après, la baudruche se dégonfle. BlackRock et Vanguard ont déclaré carrément qu'ils n'abandonneraient pas les investissements dans les énergies fossiles. Plusieurs partenaires rechignent à l'idée de soumettre la « verdure » de leurs investissements aux critères des Nations Unies. Ils affirment que ceux-ci les mettraient en contradiction avec la loi anti-trust¹²...

Cynisme, tricheries et répression

Plus encore que les précédentes, la COP de Charm-el-Cheikh est placée sous le triple signe du cynisme, des tricheries et de la répression.

Le cynisme des sponsors, cette année, est incarné par Coca-Cola. La pollution aux plastiques et l'usage de l'eau douce viennent de franchir successivement les seuils de la soutenabilité écologique mondiale¹³. Dans ce contexte, le fait qu'un géant de l'accaparement des eaux et de la consommation de plastiques sponsorise la COP est éloquent et ne mérite pas de commentaire. La multinationale affirme crânement que son soutien à la COP « est en ligne avec son objectif scientifiquement fondé de réduire ses émissions de 25% en 2030 pour atteindre le zéro carbone en 2050 ». Pour éclairer cette déclaration, on mentionnera simplement que Coca-Cola, entre 2019 et 2021, a augmenté sa consommation de plastiques de 8,1% pour la porter à 3,2 millions de tonnes...

Côté tricheries, on a le choix. On pourrait faire l'inventaire de tous les soi-disant « accords » – en réalité de simples déclarations d'intention – conclus à grand bruit médiatique par des groupes de pays, lors de la COP26 : « accords » sur le méthane, sur la déforestation, sur le charbon, sur l'arrêt des investissements fossiles, sur la « défense verte »... j'en passe, et des meilleurs. De tout cela, il ne reste rien, ou pas grand chose. L'inconvénient, quand on tire de tels lapins de son chapeau, c'est que l'astuce perd vite en crédibilité. Qu'à cela ne tienne : des milliers d'acteurs climatiques privés débordent d'idées du même tonneau. Un exemple parmi d'autres : *l'Independent Science Based Targets* (objectifs basés sur la science indépendante).

Mis sur pied en 2015 par de grandes associations environnementales pro-capitalisme vert (genre World Resource Institute), l'ISBT vise à certifier par la Science les plans « net zéro » des entreprises (pour lesquels les pouvoirs publics n'ont fixé ni standards ni régulation d'aucune sorte). En réalité, les petits malins d'ISBT se contentent de prendre pour argent comptant les données d'émissions fournies par les entreprises qui les paient et de mettre un beau cachet « Science based » sur les plans « net zéro » de leurs clients. Comme les données en question servent de référence aux plans « net zéro », les tricheries les plus grossières sont possibles. Le *Financial Times*, qui n'est pas un journal écosocialiste, cite le cas d'une entreprise de pâte à papier qui a établi sa référence de base en déclarant des émissions provoquées par des feux de forêt sur 139 ha. Un spécialiste de l'observation satellite des feux a prouvé que, cette année-là, plus de 3000 ha de plantations de cette entreprise étaient partis en fumée... et en émissions¹⁴. En d'autres termes : l'entreprise en question a divisé fictivement ses émissions par vingt pour que son plan « net zéro » semble crédible.

Côté répression, enfin, on se contentera de rappeler que 60.000 prisonniers d'opinion croupissent dans les geôles du général Sissi. Le dictateur a décidé que « sa » COP se déroulerait dans l'ordre. Cette semaine, ses pandores ont arrêté près de 70 personnes qui avaient « des projets de manifestations », selon la Commission égyptienne des droits et des libertés (ECRF). [Des personnes ont été arrêtées](#) pour « diffusion de fausses nouvelles » après avoir partagé sur Facebook des appels à des manifestations autour du sommet. Selon *Al Jazeera*, le militant écologiste indien Ajit Rajagopal a également été arrêté lors d'une marche pacifique du Caire à Charm el-Cheikh. Etc.

Le menu de cette COP est fixé : greenwashing, capitalisme vert et Etat policier. C'est une illusion totale de croire que Charm-el-Cheikh pourrait prendre les décisions radicales qui s'imposent pour limiter sérieusement la catastrophe - pour ne pas parler de l'arrêter dans la justice sociale. En réalité, de COP en COP, la marche à l'abîme continue, et cette mécanique infernale continuera aussi longtemps qu'une convergence des révoltes ne fera pas trembler les possédants. A nous de travailler dans cette perspective.

3 novembre 2022

*

Illustration : Martin Noda / Hans Lucas, photothèque rouge.

Cet article a d'abord été publié sur le site de la [Gauche anticapitaliste](#) (Belgique).

références

références

- ↑ **1** Voir un relevé par l'agence Reuters (18/10/2022) de la relance des fossiles, en particulier du charbon, en Europe et au niveau mondial
Dans l'UE, 50 milliards d'euros de nouveaux investissements fossiles depuis le début de la guerre russe contre l'Ukraine. Les parts du solaire et de l'éolien dans la production de courant ont augmenté (respectivement +32 et +26%) mais celles du
- ↑ **2** charbon, du lignite et du gaz aussi (respectivement +20, +17 et + 23%) de janvier à août 2022 (par rapport à l'année précédente). Les investissements liés à l'importation du GNL étasunien, en particulier, font craindre un dérapage durable du Green deal (*Financial Times*, 20/10/2022)
- ↑ **3** 36,6 Gt de CO₂ provenant de la combustion des fossiles ont été émises en 2021. C'est un record absolu. Quant à la hausse annuelle des émissions de méthane, elle est sans précédent depuis le début des mesures (*FT* 27/10/2022).
- ↑ **4** Selon le *Lancet*, le nombre de décès dus à la chaleur au niveau mondial a augmenté de 2/3 au cours des vingt dernières années (*FT*, 27/10/2022)
- ↑ **5** UNEP, Emissions gap report 2022.
- ↑ **6** *Financial Times*, 1/11/2022
- ↑ **7** UNEP, *op cit*
- ↑ **8** L'UNFCCC donne une fourchette un peu plus large : de 2,1 à 2,9°C.
- ↑ **9** Voir l'intervention de J. Rockström, directeur du Potsdam Institute, devant la COP26 <https://www.youtube.com/watch?v=iW4fPXzX1S0>
- ↑ **10** Selon *Climate Home News*, 2/9/2022
- ↑ **11** *FT*, 10/10/2022
- ↑ **12** *FT*, 8/10/2022 et 18/10/2022

Ces seuils sont donc franchis désormais pour six des neuf indicateurs identifiés par

↑ **13** les scientifiques : climat, biodiversité, sols, eau douce, plastiques, azote et phosphore.

↑ **14** FT, 2/11/2022